



ACF, AVSF, le CCFD-Terre Solidaire et le Geres ont participé aux négociations à Lima du 01 au 12 décembre 2014

Agriculture et sécurité alimentaire à la COP20 : un non sujet ? Pas si sûr...

Alors que les Etats s'apprêtent à s'accorder sur une déclaration commune devant clôturer la COP20 de Lima et poser les premiers jalons pour un accord à Paris l'an prochain, une fois encore, le secteur agricole n'a fait l'objet d'aucune discussion officiellement. Pourtant, en marge des négociations, le concept « d'agriculture intelligente face au climat » était dans toutes les bouches.

Le secteur agricole est pourtant un sujet clef pour les négociations climatiques. En effet, 23% des émissions de gaz à effet de serre lui sont attribuables. Pourtant, les paysans sont sans aucun doute, les premières victimes des impacts des changements climatiques.

Les 805 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde nous le rappellent : les systèmes alimentaires ne parviennent pas à subvenir aux besoins de tous aujourd'hui.

D'ici 2080, les changements climatiques entraineront 600 millions de personnes supplémentaires vers l'insécurité alimentaire. Raréfaction des pluies, chute des rendements et de la qualité nutritionnelle des aliments, appauvrissement des sols. Climat, agriculture et sécurité alimentaire et nutritionnelle sont indissociables.

Pourtant, les Etats ne parviennent pas à répondre à cet enjeu dans le cadre de la COP. Les divergences entre pays sont encore très importantes. Certains, comme les États-Unis, le Brésil ou encore l'Argentine, dont les modèles agricoles sont les plus polluants s'efforcent d'éviter toute discussion concernant des modèles agricoles durables au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

Pire, l'unique mention faite de la sécurité alimentaire pourrait ne pas être intégrée au texte de décision de Lima. Certaines branches de l'agriculture ont cependant été mentionnées dans les textes, comme l'agroforesterie et le sylvopastoralisme qui deviennent de nouvelles activités éligibles pour des financements dans les mécanismes de développement propre (MDP). On ne peut que craindre les effets négatifs de la financiarisation des ressources naturelles, des terres et des matières premières agricoles qu'entraînent de tels mécanismes. Mais en marge de l'assemblée plénière, il a finalement été beaucoup question d'une certaine agriculture : **l'agriculture intelligente face au climat** (*climate smart agriculture*).

Ateliers, événements, publications et communiqués de presse ... Pour beaucoup cette agriculture, semble être une « solution miracle » et il devient ainsi de plus en plus clair que l'Alliance globale qui l'a porté pourrait devenir l'antichambre des négociations sur l'agriculture.

Nous craignons fort que dans les prochains mois, ce soit cette expression fourretout et auto-proclamée qui apparaisse dans les textes officiels validant ainsi certaines pratiques agricoles qui pourraient être nuisibles à l'environnement et à la sécurité alimentaire. En attendant, la trentaine de membres de l'Alliance parmi lesquels la France, les Etats-Unis mais aussi McDonalds', Cargill et Yara se réuniront la semaine prochaine à Rome pour continuer le travail sur l'initiative... et avancer ce cheval de Troie en parallèle des négociations officielles et du cadre de gouvernance des Nations Unies.

Contact presse

Action contre la faim : Karima Zanifi : kzanifi@actioncontrelafaim.org 01 70 84 72 37

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières : Christophe Lebel : 01 43 94 73 48

CCFD- Terre Solidaire : Karine Appy, 06 66 12 33 02

GERES : Mathieu Grapeloup m.grapeloup@geres.eu